

Allocution radiodiffusée de Pierre Mendès France (28 août 1954)

Source: Pierre Mendès France - "Causeries du samedi" - Juin 1954-Février 1955 - Volume 1 / Pierre Mendès France.- Genève: juillet 1954. Institut Pierre Mendès France, Paris. - SON (00:07:31, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/allocution_radiodiffusee_de_pierre_mendes_france_28_aout_1954-fr-45bf04bf-3d56-421e-8a6d-e59c7fe2135f.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Allocution radiodiffusée de Pierre Mendès France (28 août 1954)

C'est une grave épreuve que nous affrontons maintenant et moi tout le premier. Un journal a écrit que je me trouvais au centre d'une véritable tempête, j'en ai bien souvent l'impression, en effet. La question d'Indochine, la question de la Tunisie étaient difficiles, mais j'ai pu les traiter avec le sentiment que, dans leur ensemble, le pays et le parlement me faisait confiance, une confiance que je crois avoir mérité. Le problème de la CED, je l'aborde dans des conditions bien différentes puisqu'il divise profondément les Français entre eux et le parlement. J'aurais voulu le résoudre en opérant un rapprochement entre des patriotes d'égale bonne foi. Pour cela, j'ai pris comme base le traité que nos représentants avaient signé il y a plus de 2 ans déjà. Ceux qui m'ont reproché de partir de ce traité valablement signé par un gouvernement français, oubliaient qu'un grand pays qui veut être respecté ne peut pas, faisant table rase de son passé le plus récent, ignorer aujourd'hui ce qui a été fait la veille en son nom. Un gouvernement a à répondre, vis à vis des nations étrangères, des actes de ces prédécesseurs. Mais pour que le traité devienne acceptable à la grande majorité des Français, il fallait aussi faire en sorte que des stipulations qui heurtent le sentiment de beaucoup d'entre eux soient modifiées ou ajournés. J'ai recherché un compromis qui, je le savais d'avance, ne pouvait plaire totalement ni aux partisans ni aux adversaires de la CED. Les uns et les autres auraient préféré avoir entièrement gain de cause. J'espérais malgré tout qu'ils accepteraient une conciliation, ils comprendraient enfin que des concessions mutuelles peuvent seules régler le désaccord et mettre fin à une mésentente dramatique. Le texte du gouvernement fournissait, je l'affirme, une base loyale de rapprochement entre hommes de bonne foi. Cependant, mon espoir ne s'est pas réalisé. J'ai rencontré une double opposition qui tenait à la fois à la passion avec laquelle les deux parties se sont attachées à leur cause et à la force avec laquelle ils ont continué à se combattre. Certes, je comprends qu'on se passionne pour des thèses qui mettent en jeu des intérêts si élevés. Les uns n'ont en vue que la construction de l'Europe, l'idéale d'un avenir réalisé dans l'union et la fusion de peuple qui se sont trop longtemps affrontés. Les autres sont animés par la crainte d'un amoindrissement de la France au sein d'une nouvelle communauté. Ils redoutent que notre pays, affaibli, ne puisse y défendre ses intérêts propres ni maintenir intact son génie nationale. Il me semble, qu'en à moi, que des objectifs aussi nobles et des préoccupations aussi légitimes ne sont pas forcément inconciliables. La question est de mesurer selon une parole de Victor Hugo, la quantité d'avenir qu'on peut introduire dans le présent. Quoi qu'il en soit et en dépit des incompréhensions dont il était l'objet en France, je devais soumettre à nos partenaires européens à Bruxelles, le compromis du gouvernement français. Vous savez à quelle résistance je me suis heurté, là encore. J'ai trouvé des interlocuteurs irrités par des années d'atermoiement, d'hésitations, d'incertitudes, excédés par la longue suite des promesses que nous n'avons pas tenues. Voulez-vous que je vous parle franchement : leur impatience, leur sévérité à notre endroit, étaient justifiées. Sur ce point, c'est bien eux qui avaient raison. Peut être cependant aurais-je pu les convaincre s'ils avaient su que je parlais non seulement au nom d'un gouvernement toujours précaire mais au nom d'un pays enfin réconcilié et s'ils n'avaient pas eu l'écho chaque jour répercuter à Bruxelles de nos dissensions intérieures. Je vous disais un jour quelle aide inappréciable, presque irrésistible, m'avait apporté dans la négociation de Genève sur l'Indochine, le soutien de l'opinion publique de mon pays. Ce soutien unanime, il m'a manqué cette fois et nos partenaires n'ont donc pas entendu mon appel. Certains me conseillent maintenant de me retirer. Je n'hésiterais pas à le faire si l'union et l'entente pouvait en résulter. Mais au contraire, ce serait superposer une crise de plus à la crise de la CED et provoquer encore un de ces ajournements qui nous ont déjà déconsidéré si largement. Mon devoir est donc de rester pour permettre au parlement de se prononcer et de donner à nos alliés et à nos partenaires, la réponse qu'ils attendent depuis si longtemps. Mais c'est pour le gouvernement, unanime sur ce point, une impossibilité morale de poser la question de confiance sur un texte qui ne se présente pas comme une solution d'union alors que cette union, nous avons tout fait pour la rechercher parmi les oppositions, les antagonismes et les passions. Si mes suggestions avaient été retenues, je me serais battu de toutes mes forces pour les faire aboutir, mais si j'en engageais l'existence du gouvernement sur une solution qui continue hélas de diviser le pays, je manquerais au pacte que j'ai conclu lors du débat d'investiture. Ce qui importe maintenant c'est de ne pas retomber dans l'ornière creusée par tant de piétinement. Notre jeunesse attend de nous autre chose qu'un retour à l'immobilisme et à l'hésitation. Le vote intervenu, nous avons à en tirer les conséquences pour mettre en vigueur soit le traité de Paris, soit une autre solution adoptée en accord avec nos alliés occidentaux avec qui nous avons convenu, une fois pour toute, de prendre en commun nos décisions touchant la consolidation de la paix et l'organisation de la sécurité. Il faudra nous mettre au travail sans tarder avec une volonté qui ne devra pas pouvoir être mise en doute, d'aboutir et d'aboutir vite. Le gouvernement aura ainsi contribué à

guérir le pays d'une hésitation presque malade, à éliminer une cause de discorde, bref, à lever une hypothèque qui pèse lourdement sur notre existence de chaque jour et sur notre progrès et, enfin, débarrassé d'une incertitude qui paralyse toute notre vie publique au dedans et au dehors, nous pourrions bientôt concentrer nos efforts sur les tâches constructives. Notre route sera déblayée.